

|  |  |
| --- | --- |
| **COMMUNIQUÉ DE PRESSE Nº 31**  **FR** | **Ljubljana, le 24 mai 2024** |

**L’élargissement de l’Union européenne,   
un élan à préserver: la société civile préconise d’apporter les bienfaits de l’adhésion aux Balkans occidentaux   
grâce à une intégration progressive**

**Vingt ans après l’adhésion de la Slovénie à l’Union européenne, le Comité économique et social européen (CESE) a réuni des responsables politiques et des figures dirigeantes de la société civile à Ljubljana pour célébrer cet anniversaire symbolique et, à cette occasion, a mis l’accent sur les bienfaits capitaux qui ont découlé de l’adhésion, tout en affirmant à nouveau que c’est au sein de l’Union européenne que se situe l’avenir de la région des Balkans occidentaux. S’exprimant devant les participants à la conférence, le président du CESE, Oliver Röpke a souligné que son institution a toujours été favorable à ce que l’intégration de l’aire balkanique occidentale s’effectue sur un mode progressif et annoncé qu’un «sommet de la société civile sur l’élargissement» se tiendrait à Bruxelles le 19 septembre.**

Les élargissements de l’Union européenne se sont avérés être l’un des outils les plus efficaces pour consolider la paix, la stabilité et la prospérité en son sein. Organisée par le CESE en étroite coopération avec la Commission européenne et la fondation Open society pour les Balkans occidentaux, la conférence «[L’élargissement de l’Union européenne, une réussite exemplaire à prolonger en offrant à l’avance aux Balkans occidentaux les bienfaits de l’adhésion](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/continuing-success-story-eu-enlargement-bringing-benefits-western-balkans-advance-accession)» a mis en lumière les réformes qui sont nécessaires pour que la région progresse sur la voie de l’adhésion, y compris pour ce qui est de respecter les valeurs fondamentales de l’Union européenne. Dans le même temps, la société civile a exprimé clairement ses attentes, faisant valoir que dès avant que l’adhésion à l’Union européenne ne devienne effective, les populations de la région devront ressentir les bienfaits que procure l’accession au statut d’État membre.

À la tribune de la conférence, le président Oliver Röpke a été rejoint par les ministres slovènes des affaires étrangère, Tanja Fajon, et du travail, Luka Mesic, ainsi que par la secrétaire générale du Conseil de coopération régionale, Majlinda Bregu.

Comme l’a souligné ce même **président du CESE, Oliver Röpke**, «la Slovénie constitue, au regard du processus d’élargissement de l’Union européenne, une réussite à valeur d’exemple, et tel est bien le message que je souhaite partager avec nos partenaires des Balkans occidentaux: la trajectoire européenne représente une voie vers un avenir meilleur. Je crois que nous nous devons de réaliser une intégration progressive de la région et lui offrir dès à présent les avantages qui résultent d’une adhésion à l’Union. Nous avons besoin de résultats tangibles, et non de paroles creuses. La place des Balkans occidentaux se situe au sein de l’Union européenne et tant qu’ils ne l’auront pas intégrée, la famille que nous formons restera incomplète. Soyez assurés que le CESE continuera à jouer le rôle qui est le sien, en organisant, en septembre prochain, un «sommet de la société civile pour l’élargissement».

**Tanja Fajon**, ministre slovène des affaires étrangères, s’est exprimée en ces termes: «Les valeurs européennes, sur lesquelles nous devons nous appuyer en permanence, la solidarité qui prévaut en son sein, l’état de droit et l’amélioration générale des conditions de vie pour tout un chacun voilà quels sont les avantages que nous avons retirés de notre adhésion à l’Union européenne. J’ai la conviction que dans la situation géopolitique actuelle, jamais nous n’avons eu autant besoin les uns des autres. Dans ce processus, il est nécessaire pour nous que la société civile fasse pression sur le monde politique et les gouvernements, afin qu’ils empruntent le chemin d’un rapprochement avec l’Union.

Le ministre slovène du travail, de la famille, des affaires sociales et de l’égalité des chances, **Luka Mesec**, a déclaré pour sa part: «La Slovénie et les États des Balkans occidentaux partagent une longue histoire commune. Durant une bonne partie du siècle dernier, nous avons fait partie du même pays, et je suis dès lors incapable de me figurer un futur autre que celui où nous vivrons à nouveau côte à côte. Parce que l’Union européenne constitue notre maison commune, je m’emploierai à aider les pays des Balkans à y accéder, tout comme le gouvernement auquel j’appartiens.»

Évoquant les réformes qu’il est nécessaire d’entreprendre dans la région, la secrétaire du Conseil de coopération régionale (CCR), **Majlinda Bregu**, a souligné un certain nombre de points: «Sous l’influence de différentes crises qui se sont succédé, les réticences de l’Union européenne se sont conjuguées avec la lassitude engendrée par un processus de réforme poussif et peu convaincant pour créer des cercles vicieux en lieu et place de processus vertueux. Alors que les 18 millions de citoyens vivant dans la région attendent la concrétisation des espoirs qu’ils placent dans une Europe qui sera devenue plus forte, une fois que les Balkans occidentaux seront solidement ancrés en son sein et qu’elle aura ainsi accru son potentiel de croissance, le Conseil de coopération régionale œuvre pour rapprocher les pays de la zone, tant entre eux qu’avec le marché unique de l’Union, dont il contribue ainsi à accélérer la convergence mutuelle: c’est à cette mission qu’il consacre toute son attention.»

**L’intégration progressive des pays candidats dans l’Union européenne**

Le CESE est la première institution de l’Union européenne à avoir décidé d’associer progressivement à ses travaux les pays candidats à l’adhésion, dont les partenaires des Balkans occidentaux, grâce à son initiative des «membres de pays candidats à l’adhésion». Depuis février, 146 représentants de ces pays ont la possibilité de travailler aux côtés des membres du CESE pour élaborer des avis sur des questions qui les concernent, comme la politique de cohésion, le marché unique ou l’état de droit.

Dans une prochaine étape, le Comité organisera, le 19 septembre, un «sommet de la société civile sur l’élargissement», en invitant tous ces membres de pays candidats à l’adhésion à prendre part, pour la toute première fois, à sa session plénière.

Les conclusions de la conférence de ce jour, sur le thème «L’élargissement de l’Union européenne, une réussite exemplaire à prolonger en offrant à l’avance aux Balkans occidentaux les bienfaits de l’adhésion» seront disponibles en ligne.